



Patrick Hetzel : le coup de grâce pour l'Université, la Recherche et les étudiant·e·s

Le gouvernement vient d'être annoncé et la politique générale est claire : de l'austérité, de la casse sociale et une continuation de la politique réactionnaire.

Un nouveau ministre de l'enseignement supérieur qui a pris un malin plaisir à tuer l'enseignement supérieur public

Côté enseignement supérieur, Patrick Hetzel, fervent opposant au mariage pour tous, se retrouve au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Étant un des bâtisseurs de la loi **LRU, loi qui a impulsé la destruction de notre enseignement supérieur en autonomisant les universités et favorisant le financement privé**, cette nomination annonce l'accélération de la privatisation de l'enseignement supérieur.

Fervent défenseur de l'enseignement privé sous et hors contrat, notre Enseignement supérieur public, qui a besoin d'une politique de rupture, va être la cible de nombreuses attaques libérales et rendre les universités de plus en plus élitistes.

Enfin, partisan d'une université fermée, qui sélectionne à toutes les échelles, les étudiant·e·s se voient priver de leur droit à l'éducation.

L'ensemble de l'œuvre de Patrick Hetzel est une démonstration de comment détruire l'enseignement supérieur public.

Un ministre autoritaire qui cherche à museler la mobilisation étudiante

Alors que depuis le début du quinquennat Macron les étudiant·e·s subissent une répression sans précédent au sein de lieux d'études et les syndicats étudiants sont muselés.

Patrick Hetzel en plus d'être un ministre libéral, représente une politique autoritaire et répressive. **En effet, c'est lui qui avait présenté une proposition de loi visant à restreindre les mobilisations étudiantes, les libertés associatives et syndicales.** Cette proposition de loi proposée en 2023 par Les Républicains et soutenu par l'UNI (organisation d'extrême droite étudiante) lors de la mobilisation contre la réforme des retraites alors que nombreuses mobilisations étudiant·e·s avait lieu, visait à modifier le code pénal pour criminaliser les opérations de blocage des universités et permettre aux forces de l'ordre d'intervenir immédiatement dans nos universités.

Se mobiliser pour revendiquer ses droits est une liberté fondamentale. Vouloir la restreindre est le reflet d'opinions politiques réactionnaires voire autoritaires.

Face à ce grave déni de démocratie, l'UNEF appelle tou·te·s les étudiant·e·s et toute la jeunesse à se mobiliser massivement dans la rue et sur leurs campus le 1er octobre. Le mouvement social exige qu'Emmanuel Macron de reconnaître le résultat des urnes et de nommer un gouvernement issu de la force sortie majoritaire des élections.